



## Déclaration liminaire de SUD éducation 93 à la Formation Spécialisée Départementale du 27 juin 2024

Mesdames et messieurs les membres du CSASD-FS,

Suite à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale par Emmanuel Macron, nous voici aujourd'hui à trois jours du premier tour d'élections législatives. Nous ne pouvons donc aujourd'hui parler d'autre chose que de l'extrême droite aux portes du pouvoir.

Emmanuel Macron est le premier responsable de la montée électorale de l'extrême droite. En effet, il a mené, avec ses gouvernements successifs, une politique raciste et islamophobe (avec notamment la circulaire sur le port de l'abaya et la loi dite "immigration") et une politique patronale (avec notamment le refus d'augmenter le SMIC au-dessus du seuil légal et le projet de loi pour la réforme des allocations chômage), qui touchent *directement* un grand nombre de nos élèves et de leurs familles. La politique belliqueuse menée à l'échelle internationale par le gouvernement actuel, notamment par son soutien au gouvernement israélien d'extrême droite responsable d'un génocide en Palestine, touche quant à elle *indirectement* un grand nombre de nos élèves et de leurs familles.

Ces politiques délétères ont servi de marche-pied au Rassemblement national, en offrant des gages à ce parti historiquement fondé par Ordre Nouveau, un mouvement explicitement néofasciste. SUD Education 93 le martèle depuis des années : le RN est un parti raciste et dangereux pour la démocratie. En accédant au pouvoir, le RN pourra imposer encore davantage sa vision du monde qui repose sur la peur et la haine de l'autre : les personnes immigrées, musulmanes, juives ou LGBTQIA+.

Voici une liste non-exhaustive des mesures annoncées par le RN pour l'école :

- Après le SNU, instaurer le retour du service militaire national ;
- Après les manuels labellisés, mettre au centre le « roman national » pour fabriquer de petites patriotes dociles qui seront incapables d'exercer une pensée critique ;
- Après le choc des savoirs et les groupes de niveaux, supprimer le collège unique ;
- Après le Pacte et les briques de remplacement, instaurer des remplacements obligatoires sans rétribution financière ;
- Transformer les corps d'inspection en police politique de la « neutralité » ;
- Sanctionner les chef-fes d'établissement qui n'appliqueraient pas des « sanctions planchers » à l'encontre d'élèves perturbateurs ;
- Envoyer ces mêmes élèves dans des centres éducatifs fermés ;
- Supprimer le droit du sol, qui est pourtant un des principes fondateurs de notre république ;
- Expulser du territoire français les élèves sans-papiers que chaque jour nous côtoyons dans nos classes et accompagnons dans leurs démarches pour obtenir des titres de séjours.

Non contentes d'aller à l'encontre de décennies de recherches universitaires, d'un nombre incalculable de travaux scientifiques relatifs à la pédagogie, à la sociologie, à l'historiographie, aux neurosciences etc., ces mesures vont à l'encontre des principes républicains et des conditions de possibilité de la démocratie.

Ce sont donc des mesures que nous dénonçons avec la plus grande force en appelant à voter pour le Nouveau Front Populaire mais nous n'en restons pas là.

Si le RN obtient le pouvoir, demain les lois que nous devons faire appliquer, les ordres que nous recevrons seront discriminatoires, racistes, sexistes, LGBTphobes et xénophobes. L'administration portera la responsabilité de les faire appliquer ou non.

N'oublions jamais l'article 11 des statuts de la fonction publique de 1946, rédigés un an après la libération d'une France dont l'administration avait lourdement collaboré : « Tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées ».

« Responsable », le mot est important. Cette rédaction est toujours en vigueur, et même renforcée d'une seconde phrase dans l'article L121-9 du code général de la fonction publique : « Il [le fonctionnaire] n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés ».

Nous désobéirons à tout ordre discriminatoire, en soi illégal et/ou anticonstitutionnel. Et nous appelons solennellement toutes les fonctionnaires, quel que soit leur niveau de responsabilité, à résister à toute tentative de compromettre l'intérêt public.

Luttons ensemble contre le fascisme.